



T2137 - 376 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

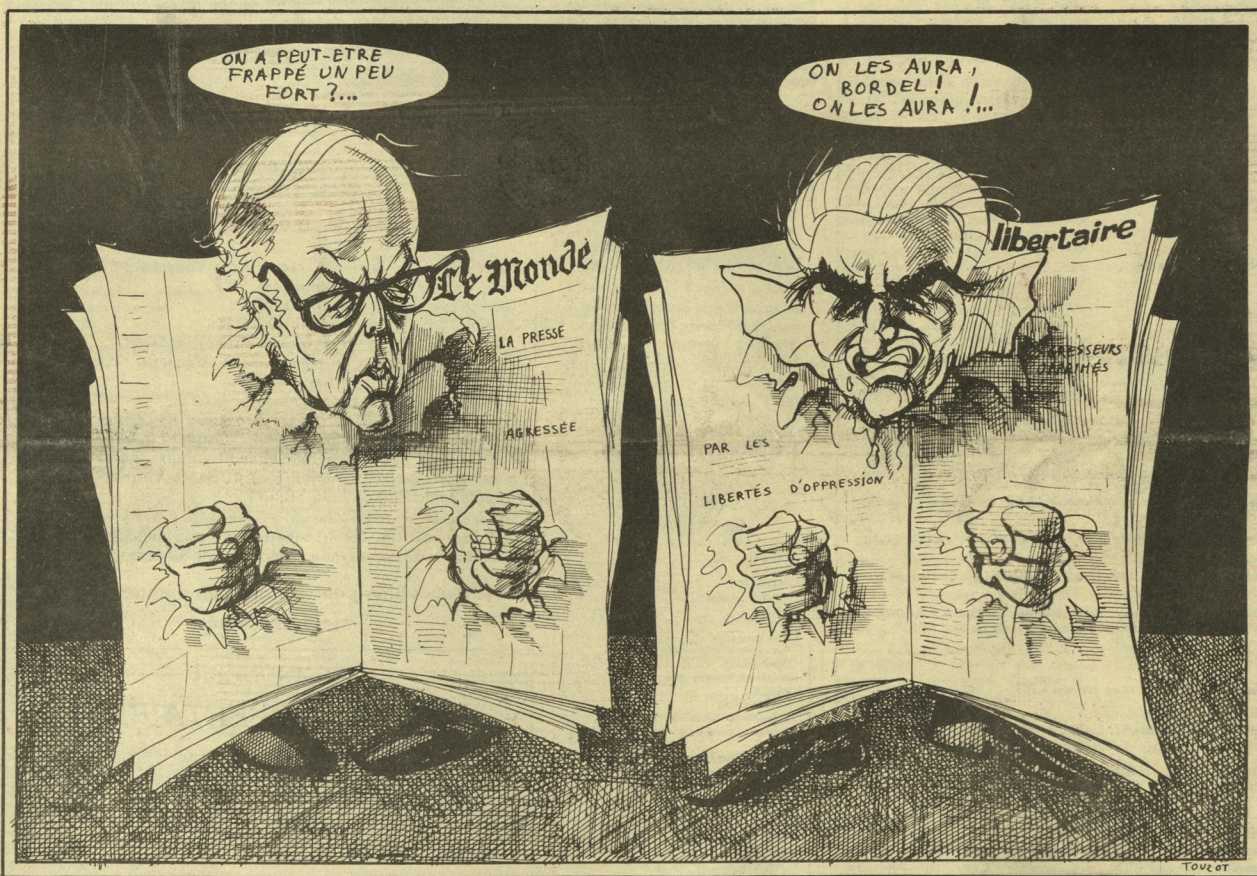
hebdomadaire

N° 376 JEUDI 20 NOVEMBRE 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

POUR UN MONDE LIBRE:



P
L
U
S
D'
É
T
A
T
!

Editorial

LES anarchistes le savent bien : l'Etat démocratique n'est qu'une des nombreuses facettes du capitalisme et de la société de classes. Démocratie bourgeoise ou dictature militaire, avec toutes les nuances que l'on peut trouver sur la surface de la terre, sont l'outil d'un même objectif : maintenir les privilèges de classes en obéissant au bon vouloir de la classe dominante. Mais la violence à l'état pur ne s'est pas toujours révélée le meilleur moyen de gouvernement et d'asservissement. Lorsque les conditions s'y prêtent, c'est-à-dire lorsque les possédants ne sont pas menacés dans l'exercice de leurs prérogatives, les dictateurs de la veille se transforment aisément en démocrates bon teint. La règle de la majorité n'est érigée en système de droit qu'autant que les gouvernants sont assurés de garder la majorité. Que se dessine un renversement de tendance, et les vieux réflexes d'une démocratie musclée se réveillent chez nos démocrates de l'heure.

L'Etat démocratique bourgeois se caractérise par l'exercice d'un certain nombre de « libertés » : le pouvoir accepte qu'on le critique ouvertement, qu'on organise contre lui et même qu'on le combatte par des moyens légaux qui sont alors codifiés par la loi. Liberté de presse, droits de grève et de manifestation, liberté d'organisation des partis politiques et des syndicats, telles sont les plus importantes de ces « libertés formelles ».

Pourquoi formelles ? Parce qu'elles ne sont qu'apparence, parce que celui qui les octroie dispose en même temps des moyens les plus légaux qui soient de les vider de leur substance, voire d'y mettre fin purement et simplement. C'est ce que fait depuis quelque temps le pouvoir giscardien; il s'attaque à toutes les libertés qui le gênent dans l'exercice de son pouvoir.

Il n'est pas possible ici de répertorier toutes les attaques qui ont été menées. Il nous suffira de constater que les dirigeants de la V^e République n'avaient jamais osé jusqu'à présent aller aussi loin, depuis les ordonnances et les décrets du général De Gaulle qui avaient accompagné la crise algérienne et son retour au pouvoir. Jamais l'agression contre les libertés syndicales n'avait encore mené à des actions judiciaires tendant à faire payer par les syndicats les pertes subies par les entreprises pour fait de grève. En fait, il s'agit là d'un artifice de la légalité dont le but évident est d'interdire les mouvements de grève en rendant le recours périlleux. C'est un élément de plus dans l'arsenal répressif, et qui vient s'ajouter à des restrictions importantes, comme l'obligation du préavis dans la fonction publique, la levée des piquets de grève et les occupations par la police, au nom de la liberté du travail. « Liberté, que de crime on commet en ton nom ! ».

Et la liberté de la presse ? A une liberté qui était déjà limitée fortement par le rôle que jouent les puissances financières dans toute l'édition (pas vrai M. Hersant ?), le pouvoir vient d'ajouter une restriction supplémentaire, comme il le prouve en assignant le quotidien *Le Monde* en justice. « Le droit de critiquer a une limite, c'est l'insulte », vient de déclarer un haut fonctionnaire. Vous

avez compris ! La presse peut tout dire sur les agissements des grands du régime et sur ses institutions, mais de grâce, dites-le avec des fleurs ! Ne dites plus : « la justice est pourrie » ou « les magistrats sont aux ordres », dites que « certains magistrats déshonorent leur profession » ou que « tel magistrat a rendu un verdict trop sévère ». En bref, vous pouvez critiquer des cas particuliers, mais vous n'avez pas le droit de dénoncer l'institution. Quand un journal dénonce la magistrature en tant que telle, tous ses représentants en perdent le sommeil ! Et quand on attaque l'armée, ce sont les anciens combattants qui sentent se réveiller leurs vieux rhumatismes ! Et quand on prétend que la police accueille volontiers dans ses rangs des militants fascistes, tous les porteurs de képis n'osent plus garder la tête haute dans la rue ! Oui, tous ces gens ont honte de leur profession quand la presse la traîne dans la boue. Et, qui sait ? Peut-être finira-t-on par ne plus voir s'éveiller de nobles vocations !...

Voilà donc bien ce qui gêne l'Etat, c'est que l'on attaque à ce qui constitue ses plus fidèles soutiens : armée, police, justice. Seulement voilà, messieurs, il ne dépend pas de nous que ces vénérables institutions ne soient pas à la botte de l'Etat ! Mentir ou se taire, voilà la seule alternative qui est laissée à la presse. Pas plus que l'ensemble de la presse, *Le Monde Libertaire* ne se taira sur cette affaire. Car elle nous concerne tous, cette liberté de la presse qui est le droit imprescriptible d'écrire ce que beaucoup se disent à basse voix.

A l'approche d'une échéance électorale d'importance, serait-il vraiment gênant que tout se sache ?

F° P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNES : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULINS
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 -BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION

PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - NANTERRE-LA DEFENSE
 - VEHNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

La Seyne-sur-Mer.

Loire, Aisne, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Apaccio, Saint Eneuc, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigan, Brest, Montpelier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Novon, Henin-Beaumont, Bas-Rhin, Le Man, Thonon-les-Bains, Nord Seine et Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute Vienne, Epinal, Toulouse.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex
 Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcia, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe du 11° : permanence à Publico, 3 rue Ternaux 75 011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex
 Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les samedis à partir de 15 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe d'Evreux : pour tous contacts écrire au 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h., samedi de 10 à 19 h., dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h. à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h. au local - salle communautaire du moulin de Paris - 02000 Merbeux. (tél. (23) 80-17-09)

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 heures dans son local, 19, rue des Acacias.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTERIEURES le samedi, de 14 h 30 à 18 H, 3, rue Ternaux Paris 11° (M° Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

La liaison d'Angoulême tiendra une permanence tous les samedis de 14 à 17 heures dans son local, 199, rue des Acacias.

Un groupe est en formation à Houilles (Yvelines). Une vente du Monde Libertaire est assurée tous les samedis matin sur le marché. Pour tout contact : à l'occasion de cette vente ou par les RI qui transmettront.

Des militants du groupe d'Evreux viennent de s'installer à Louviers où une liaison est de ce fait créée. Pour tout contact, écrire au groupe d'Evreux ou aux RI.

Un groupe veut naître sur Rambouillet et proche région. Tous (tes) les libertaires voulant s'associer à sa création pourront écrire aux RI qui transmettront.

Le groupe Berneri (10°) informe ses sympathisants (ou futurs) qu'il assure désormais une vente du ML, tous les samedis après-midi à l'entrée Rambouillet du Forum des Halles. En outre, le groupe tient toujours ses ventes tous les samedis après-midi de 14 à 16 h à la Gare de l'Est.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire dans la région de Mulhouse peuvent venir aux permanences du groupe A. Berkman, qui auront lieu les premiers et troisièmes mardis de chaque mois de 19 à 21 h chez Drouet Ch., 5, rue Emilio Noelthing, 68100 Mulhouse, ou écrire à la même adresse.

Le groupe de Moulins reprend ses activités. Toute personne désirant entrer en contact avec lui peut écrire aux RI qui transmettront.

Les prochains cours de formation du groupe

Louise Michel auront lieu :

3° cours : jeudi 20 novembre : les expériences étatiques à visage autogestionnaire, par Gaetano.

4° cours : vendredi 28 novembre : les expériences de luttes autogestionnaires dans l'Histoire, par Roland Bosdeveix.

10, rue Robert Planquette (M° Blanche), à 20 h 30

SOMMAIRE

PAGE 1 Editorial
 PAGE 2 Activités des groupes FA
 PAGE 3 En bref
 Amis lecteurs
 Plans-forme du mouvement de soutien...
 Communiqués
 Objecteurs, insoumis, déserteurs.
 PAGE 4 A Boulets Noirs
 Le mouvement syndical en France en 1980
 Espéranto : mythe ou réalité
 PAGE 5 Conférence de Madrid
 Autopsie d'une grève de la faim
 Radio-Alarme émet le dimanche matin
 PAGE 6 Informations Internationales
 PAGE 7 Livres, bande dessinée, spectacles
 PAGE 8 Dans un régime capitaliste où l'argent est roi...

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

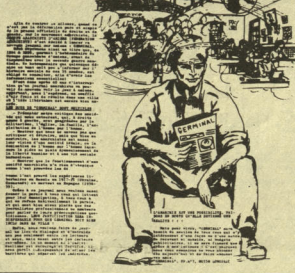
Tous les samedis de 14 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 17 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 56 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
 Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

GERMINAL n°1, 3F.

Mois de Désintoxication Sociale novembre 80
 EDITO....



Journal local mensuel édité par le groupe FA d'Amiens.

Prix au numéro : 3 F BP 7, 80338 Longueau

Le groupe Région Toulonnaise organise le vendredi 12 décembre, à 20 h 30, à la salle Mozart (Toulon), une réunion-débat sur le thème : « Anarchisme d'hier et d'aujourd'hui », avec la participation de May Picqueray. Dédicace de son livre de 17 à 19 heures à la librairie Alinéas, 4, rue Charles-Poncey (face au théâtre) à Toulon.

Affiches disponibles à Publico

Les prix indiqués ci-dessous sont ceux à l'unité à partir de 10 exemplaires.

Pas de commande au-dessous de 10 exemplaires

- Halte au Fléage des Enfants (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,50 F.
- Action directe (gr. de Toulon) : 0, 50 F.
- Gestion directe (gr. Jacob) : 0, 50 F.
- Radios libres (gr. de Toulon) : 0, 50 F.
- Autogestion, photo (gr. Fresnes-Antony) : 0,50 F.
- Armée, Bourreau du Peuple (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,50 F.
- Antimilitarisme (gr. de Ris) : 0,60 F.
- Supprimons l'Armée (gr. de Massy) : 0,60 F.
- L'Anarchie, c'est la plus haute Expression de l'Ordre : 0,25 F.
- Lisez le Monde Libertaire (vente en kiosque) : 0,40 F.
- Lisez le Monde Libertaire (ancienne parution) : 0,45 F.
- Grève gestionnaire expropriatrice (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,60 F.
- Gestion directe (gr. Jacob) : 0,50 F.
- Autogestion, texte (gr. Jacob) : 0,50 F.
- Affichage libre (gr. Jacob) : 0,70 F. (Pour les affiches du groupe Jacob, pas de commande au-dessous de 50 exemplaires).

Ne pas oublier pour chaque commande à Publico les frais de port

COMMUNIQUÉ

POÈMES LIBERTAIRES

Créer et faire : la dualité entre poétique et politique, entre les idées et les images, est très forte. Tout en élaborant une manière personnelle de vivre, le poète militant agit d'une certaine façon dans le monde, au milieu des autres. Il n'a pas d'autre alternative que d'aller aussi loin que possible vers une prise de conscience révolutionnaire. Tout est à dire par les actes ! Sans doute serait-il souhaitable d'organiser une première exposition de poèmes libertaires. Tous ceux et toutes celles qui conçoivent la poésie comme un moyen d'expression peuvent envoyer leurs poèmes à la permanence du groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne. Camarades, à vos Hyres !

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	3 rue Ternaux 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Rattachement Abonnement de soutien

Reglement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste

en bref... en bref...

Pascal Sueur, condamné le 15 juillet dernier à 20 mois de prison pour insoumission, par le TPF de Metz, est toujours détenu au Fort Queuleu. Ses amis appellent à lui écrire pour lui soutenir le moral : P. Sueur, Mat. 1269, Fort Queuleu, BP 5020, 57071 METZ CEDEX.

Parallèlement aux « journées libertaires de Montpellier », les 22 et 23 novembre est organisée du 19 au 25 inclus, une « semaine du film libertaire ». Au programme : *La Cécilia*, *Sacco et Vanzetti*, *Le Cours d'une Vie*, un court-métrage sur Eugène Humbert, des documents vidéo...

L'UPF organise une réunion de préparation de la 6^e marche antimilitariste, le 30 novembre, à partir de 9 heures, à l'Ageca (177, rue de Charonne, Paris). M^o A. Dumas.

Le Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Expression Libre, et le groupe d'animation culturelle, organisent trois journées d'informations et de réflexions sur la Santé. Les 28, 29 et 30 novembre, à Carcassonne. Projection de films suivie de débats, présence du comité de lutte des handicapés, etc. Renseignements complémentaires à la MJC, 91 rue Aimé-Ramon, 11000 Carcassonne. Tel (68)-25-86-68.

Ph. Alligne, qui avait été jugé pour objection de conscience et condamné le 11 mai 1980, par le tribunal d'Evry, a écoupé trois mois de prison ferme pour avoir déserté son affectation à l'ONU. Il passera en appel le 1^{er} décembre 1980 (13 h 30), devant la 11^e Chambre, à Paris, 34, quai des Orfèvres.

Le Comité de Soutien à Philippe vous appelle à le soutenir lors du procès.

Amnesty International organise une exposition sur les droits de l'homme depuis le 4 novembre jusqu'au 13 décembre, à la bibliothèque municipale : 18-20, rue Faidherbe, 75011 Paris. Tel : 371-71-16. Entrée gratuite.

Teet Pappson, né le 25 février 1956 à Esna (République socialiste Soviétique d'Estonie), dessinateur publicitaire et artiste restaurateur, a été condamné, le 24 août 1979, par la Cour populaire de Tartu, à un an et demi d'emprisonnement, pour s'être soustrait à l'appel régulier du service militaire actif (équivalent estonien de l'article 80 du Code criminel de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie). Connus pour ses idées pacifistes, il a refusé d'endosser l'uniforme.

Arrêté le 9 octobre 79, Teet Pappson se trouve actuellement au camp n° 422/5 de Tallinn. Il serait libérable en avril 81, mais risque d'être inquiété longtemps encore, du fait de ses opinions. Il a été « adopté », le 6 mars 80 par le groupe 284 (Choisy-le-Roi) d'Amnesty International, section française, et par le groupe 1 286 (Heide) de la section ouest-allemande, en tant que prisonnier d'opinion et, plus précisément, objet de conscience.

Le Monde Libertaire a eu l'honneur de recevoir une « mise au point » de la Nouvelle Droite Française, à propos de l'article « Contre le Fascisme et le Racisme / Mobilisation des Travailleurs », paru dans notre journal. Il faut croire que ces gens se sentent particulièrement visés par le moindre article analysant la recrudescence du fascisme et du racisme. Est-ce un hasard ? Il est vrai qu'ils se déclarent : « pacifiques, révolutionnaires et mondialistes » !

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

Amis Lecteurs

Nous allons, dans les semaines à venir, augmenter le tirage, et par conséquent la distribution, du Monde Libertaire. Notre journal est actuellement tiré entre 11 et 12 000 exemplaires, et nous allons essayer de dépasser prochainement, et régulièrement, les 15 000 exemplaires. Ceci nous permettra d'être présents dans TOUTES les gares RATP et SNCF, TOUTES les maisons de la presse et les principaux kiosques. Ceci nous permettra également d'augmenter ponctuellement la distribution sur une région, en parallèle avec une campagne des groupes.

Mais, une telle propagande qui devrait permettre à nos idées et à nos luttes de mieux se faire connaître, ne peut se réaliser sans un effort financier particulier. Cet effort est loin d'être insurmontable. Il suffirait que vous tous qui lisez régulièrement le Monde Libertaire, vous vous y abonniez pour que les frais engagés dans cette augmentation du tirage soient couverts.

S'abonner au Monde Libertaire, ce n'est pas seulement avoir la certitude de le recevoir chaque semaine à prix réduit, ce n'est pas seulement avoir la certitude de ne pas rater un numéro parce que le kiosque a épuisé ses exemplaires, ou pour tout autre raison. S'abonner au Monde Libertaire, c'est lui permettre de se constituer un fond financier qui lui servira pour tirer ses numéros à venir. S'abonner au Monde Libertaire, C'EST ASSURER LA CONTINUATION DE SON COMBAT.

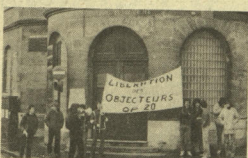
Un an : 180 F Abonnement de soutien : 250 F
Les administrateurs
Pascal BEDOS — Hervé TRINQUIER

Plate-forme du mouvement de soutien à l'objection collective

Notre objectif principal a ses fondements dans la lutte contre l'armée (comprendre les armées), le militarisme, et leur développement dans notre société.

L'objection au service militaire, à l'embarquement, constitue un terrain où les individus sont en prise directe avec l'armée, ce qui explique que notre lutte s'y soit développée en priorité.

Depuis que la lutte des objecteurs existe, elle a permis de faire céder le pouvoir sur ce terrain propre (loi de 63, tribunaux civils, OP20 (objection collective),



insoumission aux affectations autoritaires), en même temps qu'elle a popularisé plus largement les idées et la lutte antimilitariste. C'est pour cela que l'élargissement du droit à l'objection, notamment par l'abrogation des entraves juridico-répressives, reste l'axe dans lequel nous continuerons de nous battre, malgré le recul actuel de l'objection collective.

Tout en témoignant notre solidarité aux autres formes de luttes contre le Service National et l'armée, nous pensons que l'objection est, dans le contexte actuel, une stratégie qui réunit les conditions d'organisation collective tout en résistant à la répression. D'une part, elle permet de se soustraire à la vie militaire, à ce qu'elle impose de vivre aux appelés (apprentissage de la soumission, de la phalocratie, du racisme, du nationalisme, avec la répression quotidienne et dure que l'armée inflige par des peines disciplinaires, et par la justice militaire). D'autre part, c'est un moyen efficace

de résistance à la pénalisation et à l'individualisme par l'action collective et les acquis des luttes antérieures. L'offensive du pouvoir remettant en cause les acquis de l'OP20, vise le droit à l'objection et à plus long terme tous les autres acquis. Aussi, le regroupement et la coordination ne doivent pas se faire seulement autour d'une lettre commune (même si cela reste un moyen) mais surtout autour de nos objectifs et de notre stratégie commune. Cette plate-forme s'adresse bien sûr aux OP20, mais aussi aux objecteurs ayant effectué des demandes individuelles, objecteurs insoumis, affectés, forcés, insoumis totaux, renvoyés de livret, ainsi qu'à tous les antimilitaristes en accord pour se battre dans la perspective du maintien et de l'élargissement du droit à l'objection.

Nous revendiquons à court terme : le sursis à l'incorporation pour les insoumis OP20, dans l'attente de leur recours en Conseil d'Etat; l'arrêt des poursuites contre tous les OP20 contraints à l'insoumission; l'obtention du statut pour tous les objecteurs en cause; la libération de tous les réfractaires à l'armée et à la militarisation.

A moyen terme, le droit à l'objection pour tous à tout moment et pour tout motif; l'abolition de la Commission Juridictionnelle; le droit à la diffusion du statut. De même que : l'abrogation du décret de Brégonçon, l'abrogation des ordonnances de 59; l'abolition des TPF (Tribunaux Permanents des Forces Armées).

Le mouvement de soutien à l'OP20-objection collective, se situe dans la perspective antimilitariste (anticapitaliste et anti-autoritaire) visant à la suppression du Service National, la destruction de toutes les armées, la démilitarisation de la société.

Mouvement de Soutien à
l'Objection Collective

COMMUNIQUÉ

A Angoulême, le 11 novembre, les militaires ont droit à la rue et les anarchistes au cachot.

Dans la nuit du 10 au 11 novembre, pour avoir collé des affiches affirmant leur haute estime pour notre glorieuse armée, trois militants de la Fédération Anarchiste se sont fait embarquer au poste de police, où ils sont restés 12 heures en garde à vue, risquant, évidemment, une ou plusieurs inculpations. La riposte à cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression s'organise... Affaire à suivre... (Groupe anarchiste d'Angoulême de la Fédération Anarchiste)

Objecteurs, insoumis, déserteurs, SOLIDARITÉ !

Mercredi 12 novembre, 300 personnes étaient venues au Palais de Justice de Paris, afin de soutenir les seize inculpés du mouvement de soutien à l'objection collective. Parmi la foule, notons la présence du gendarme Tétart (qui est chargé de l'enquête sur *AVIS de Recherche*). L'audience commença en retard, à 16 heures.

Par la lecture d'une déclaration commune, nous dénonçons la tentative de criminalisation et de marginalisation de notre lutte, affirmions que notre antimilitarisme et notre solidarité envers tous les réfractaires à l'armée, dénonçons la Commission juridictionnelle et le changement de cap du Conseil d'Etat, signifiant pour 400 objecteurs, l'insoumission. Nous terminions en revendiquant le respect du droit à l'objection en toutes circonstances, et insistions sur le fait que l'occupation du Conseil d'Etat a été pacifique, qu'il n'y avait pas eu de séquestration, et assumions collectivement cette occupation.

Le juge essaya tout de même de trouver des « responsables » par des questions du genre : « qui a négocié la sortie des magistrats ? », « qui a bloqué les portes ? », etc. Il n'y eut que des réponses collectives.

Les « témoins de moralité », Maurice Laisant, May Picqueray, Alva, firent le procès de l'armée; vint le témoignage de M. Delastrin, ancien engagé de l'Algérie, passé à l'OAS et emprisonné onze ans : « je suis solidaire de ces objecteurs. Je n'avais pas leur conscience politique, l'armée a fait de moi un assassin ! ». Le juge le coupa net. Il en fit autant pour E. Deschamps (CNTF) qui témoigna en tant que syndicaliste et insoumis ayant passé deux ans en taule, lorsqu'il déclara ne pas avoir confiance en la justice de son pays. Les « séquestrés » du Conseil d'Etat vinrent dire qu'ils n'avaient pas eu l'impression d'être séquestrés, le procureur fit son boulot, les avocats le leur, c'est-à-dire démontrer les motifs d'inculpation. Puis vint l'heure de la délibération.

C'est le moment que choisirent trois déserteurs et un insoumis pour s'enchaîner et se rendre publiquement* ; une banderole fut déployée : « Insoumis, déserteurs, solidarité avec les OP20 », sous les cris de « objecteurs, insoumis, déserteurs, solidarité », et « A bas toutes les armées », tandis qu'étaient distribués des tracts du Groupe de Solidarité aux Déser-

teurs (GSD) et de Michel Steinmetz, insoumis, qui déclarait : « emprisonné et insoumis, je resterai un objecteur », tout en affirmant sa solidarité avec les déserteurs. Les CRS et les gardes mobiles firent irruption et expulsèrent violemment les manifestants du Palais, toujours sur les cris de « A bas toutes les armées », les empêchant de revenir au Palais.

A l'intérieur, le verdict arriva : quatre mois avec sursis... Il était 21 heures.

Il n'y a pas qu'à Paris que les antimilitaristes se sont manifestés, loin de là :

- Rennes : sept objecteurs interviennent lors de la cérémonie religieuse où sont présentes autorités civiles e. militaires, et sont sortis *manu militari*. Nouvelle intervention lors du défilé militaire où douze personnes déploient une banderole : « objection collective face à l'armée ». Tous sont interpellés, gardés à vue et fichés ;

- Nancy : jeûne, ainsi que défilé théâtral ;

- Angoulême : trois militants de la FA collent des affiches antimilitaristes : douze heures de garde à vue et risque d'inculpation ;

- Toulouse : transgression de l'article 128 (hébagement d'insoumis) avec personnalités ;

- Melun : intervention à la cérémonie du 11 novembre ;

- Chambéry : manifestations de plusieurs centaines de personnes, en soutien aux renvoyés de livrets militaires, grève de la faim et occupation de l'hôtel de ville ;

- Lyon : manifestation lors de la venue de la Theule ;

- Paris : des militants de l'OP20 investissent les bureaux de l'ONU et commencent une grève de la faim, cette grève a continué au 72, rue du Château d'Eau (M^o Château d'Eau). Venez les soutenir.

D'autres actions ont eu lieu dans toute la France prouvant que les mouvements antimilitaristes existaient. Lors du procès, à Paris, nous étions 300 à crier très fort : « objecteurs, insoumis, déserteurs, solidarité » et « A bas toutes les armées ». Tous avions compris que c'est SOLIDAIRES qu'il faut se battre contre TOUTES LES ARMÉES !

A suivre...
Un camarade de Ris-Orangis
*Les trois déserteurs et l'insoumis ont été emmenés pendant une heure au dépôt, puis relâchés, malgré les mandats d'arrêts lancés contre eux.

COMMUNIQUÉ

Les copains-copines de l'athénée libertaire de Saint-Dizier tiennent à faire part à tous les anarchistes de leur colère et de leur révolte face à la répression qui de nouveau s'abat sur nous : trois camarades ont été interrogés à la gendarmerie, notre local que nous venions juste d'inaugurer a été perquisitionné, des affiches et des tracts antimilitaristes ont été saisis, et un appartement visité. Ce n'est pas l'intimidation qui saurait remettre en cause notre conviction : contre toutes les guerres, il faut supprimer toutes les armées.

Athénée libertaire de Saint-Dizier

A BOULETS NOIRS

Exportations

Le bonnet de Police vient d'effectuer un voyage en Arabie Saoudite. Comme toutes nos « excellences », le premier flic de sa majesté Valéry a joué, à cette occasion, le rôle de VRP. Il a vendu... du « matériel technique » !

On voit de quelle technique il s'agit : matraques, grenades, pistolets qui partent tout seuls, manuel scientifique de passage à tabac, mémento pour les bavures propres, etc. Une solide expérience quoi !

L'Arabie Saoudite a du pétrole léger. La France a ses brutes.

Grandes manœuvres

L'armée vient d'effectuer de grandes manœuvres dans les départements de la Lozère, de la Haute Loire et de la Loire. « Opération Kemmel », qu'ils ont dit les gros képis. Pour les paysans de la région, c'est plutôt l'opération « quelle m... » car on voit ce que peut donner la cavalcade des VAB dans les terres labourées.



Le brave général Longeret qui commandait le cirque était satisfait. Mais, comme à son goût les bidasses n'en avaient pas assez bavé, il les a envoyés nettoyer les bords de la Loire ravagés par les inondations. Les pouvoirs publics avaient estimé que faire repêcher les caravanes et les troncs d'arbres par des entreprises privées était très onéreux. Il est vrai que pour les patrons, la « solidarité nationale » est une grande inconnue. Par contre, les régiments d'infanterie et du génie fournissaient une main-d'œuvre gratuite.

Le brave général a baptisé ce travail « opération, retrouvez les manches ». Rassurez-vous bonnes gens, ce n'était pas les siennes. La guerre se fait toujours avec la peau des autres, pas vrai !

Au fou !

Extraordinaire nouvelle dans *Le Monde* du 5 novembre. Nous

y avons pris connaissance, en effet, du contenu d'un article écrit par un certain M. Adler, historien, ex-membre du PC, dans la revue théorique de la Ligue du camarade Krivine. Nous avons donc appris que le Parti Communiste Français est dirigé par des... anarcho-syndicalistes ! Il s'agit même d'une « tendance prolétarienne » et d'un « anarcho-syndicalisme profond » !

Mais bon sang, c'est bien sûr ! comme aurait dit l'inspecteur Bourrel, nous aurions dû y penser avant. Le bilan globalement positif de Moscou, Varsovie et Kaboul, la force de frappe, le slogan « produisons français », c'est bien là un programme authentiquement anarcho-syndicaliste ! Marchais et Fremont vont peut-être adhérer à la FA !

Encore un qui Adler de quoi, on vous le demande !

Tout va très bien Madame la Marquise...

Fortes paroles de Giscard, à Autun, devant un parterre très représentatif de la « majorité silencieuse » : « le gouvernement gouverne. Les Français travaillent. Le Président s'occupe des intérêts de la France ». Tout est en ordre dans le meilleur des mondes possibles.

Les Français travaillent donc. Exceptés ceux qui ne foutent rien, mais se remplissent les poches. De milliards. Ou de diamants. Mais qu'importe, puisque la majorité silencieuse applaudit !

S.B.

Kermesse électorale

Merci France-Inter ! Grâce à votre équipe de journalistes, envoyés spéciaux aux USA, nous en sommes sûrs aujourd'hui : les élections (américaines) sont en fait un grand jeu, une fête, une foire, quoi !... Bref, ce qu'on peut imaginer de mieux dans le genre parade, flon-flons. Les candidats en présence ne représentent qu'eux-mêmes et surtout pas un quelconque parti, une ligne politique. D'ailleurs, la radio et les journaux l'ont dit : « les démocrates au pouvoir font une politique républicaine, et les républicains dans le même cas leur renvoient l'ascenseur ».

Quelle meilleure preuve, pour nous anarchistes, que cette foutaise électorale (qu'elle se déroule au-delà de l'Atlantique ou en deçà), n'est qu'un grand jeu télévisé, médiatisé et qui finalement serait presque drôle. Drôle, si on pouvait oublier que ce sont ces guignols qui décident pour nous de tout : du prix du pain au déclenchement des conflits.

L'accent 16^e de Giscard, les pitreries du vieux clown Marchais, la Dame Patronesse Giscard, l'ancien jeune-loup Rocard et le politicien Mitterand, tous font rire, mais... jaune !

Ils nous donnent des jeux. Mais sauront-ils encore longtemps nous assurer du pain ?

Jocelyne

Pour un nouveau local
SOUSCRIVEZ

LE MOUVEMENT SYNDICAL EN FRANCE, EN 1980

QU'ELQU'UN qui voudrait examiner le mouvement syndical dans cette période pourrait dire : il ne se porte pas si mal, la preuve, on en parle ! On en parle même beaucoup. Et pourtant, on assiste à une désagrégation du syndicalisme en général. Cette affirmation est peu surprenante, et pourtant, sans s'arrêter au nombre de cartes placées par les divers syndicats, sans s'arrêter non plus sur le pourcentage des voix recueillies aux élections professionnelles, données qui ont leur importance, on peut prétendre sans se tromper que les travailleurs suivent de plus en plus mal les directives et les mots d'ordre des centrales syndicales, et on peut affirmer qu'une perte de conscience profonde affecte le monde du travail vis-à-vis de ses syndicats.

Quelle que soit la tactique, la pratique suivies par les organisations syndicales en place, chacun est à même de voir que toutes leurs actions se heurtent à un mur d'obstination et de refus du côté patronal. En effet, les patrons, soutenus par le gouvernement, sont décidés à ne rien céder sur les revendications, à ne rien concéder sur le reste. Ils sont décidés à mettre en application leur politique de démantèlement, de redéploiement, d'austérité, et rien, pour l'instant, n'est venu y mettre une entrave.

Bien sûr, il y a une attaque sans précédent sur le pouvoir d'achat, sur les droits et les libertés des travailleurs, mais ils luttent; les organisations syndicales dénoncent. Elles appellent à l'action et il y a des actions : c'est ce que vous répondra tout dirigeant de la CFDT ou de la CGT, et c'est ce que les travailleurs ont de plus en plus de mal à croire. D'abord, il y a une polémique entre les centrales. Pourquoi ! Oui, pourquoi, s'il y a une lutte, s'il y a une volonté commune de lutte, pourquoi cette polémique ? Il y a une polémique parce qu'il y a une divergence de vue, et sur l'analyse de la situation politique économique et sociale, et sur les formes d'action à mener, sur la tactique des luttes à adopter. Alors, en attendant, chacun fait cavalier seul. Et les travailleurs, les travailleuses (qui

ont des fins de mois difficiles) ne comprennent pas.

La CFDT s'est recentrée, c'est-à-dire qu'elle ne croit plus à l'efficacité de l'unité d'action avec la CGT selon les formes de lutte proposées par la CGT et parce qu'après avoir jeté sa gourme « gauchiste », elle retourne à ses premières amours, au réformisme sauce paroissiale.

A Force Ouvrière, pas de bien grands changements. Bien sûr, elle a ses minorités révolutionnaires, mais l'ensemble ne bouge pas. Cette centrale est absente de toutes les actions unitaires par méfiance de contagion communiste. Elle fait toujours confiance à la politique contractuelle bien que celle-ci soit devenue sans issue.

Quant à la CGT, elle est aussi travaillée par des minorités. Elle cache cette lutte interne comme une maladie honteuse. Selon son bureau confédéral, tout baigne dans l'huile, et malheur à qui ose insinuer qu'il y a des problèmes. Sur le plan social, la CGT se prétend sur l'offensive : elle serait la seule dans la lutte, elle assumerait seule la défense des salariés, alors que les autres sombreraient dans la collaboration de classes. Qui n'a pas entendu dans un meeting, ou lu dans un tract, ces slogans mille fois scandés ? : « la CGT, seule à la tête des luttes », « la CGT, seule à la pointe du combat », etc., et autant d'autres affirmations chauvines dans lesquelles elle tente non seulement de se démarquer des autres, mais aussi d'apparaître comme le seul recours syndical face à l'offensive patronale et gouvernementale. Pour arriver à ce résultat, elle déploie des efforts de propagande énormes. Elle fait beaucoup de bruits, elle s'agit beaucoup, elle prétend, dans la presse confédérale, qu'il y a des actions partout sous la direction de la CGT. Il y aurait même un nombre impressionnant d'entreprises occupées.

Ce n'est pas tout à fait faux. Des actions, il y en a; mais quelles actions ? Quelques prises de parole ici, la signature d'une pétition là, une manifestation, un arrêt de travail de deux heures ! Tout est immédiatement baptisé action des usines occupées ? Oui, mais sachons qu'un grand

nombre d'entre elles sont fermées depuis plusieurs mois et que les ouvriers sont les chômeurs de l'ancienne usine invités à occuper des murs vides. C'est ce qui explique que l'on obtienne des occupations aussi longues. Oui, nous nous apercevons que derrière les mots ronflants, les déclarations tonitruantes, il y a souvent du vent.

En fait d'actions, nous avons une toule d'initiatives « spectaculaires » (le mot et la trouvaille sont d'eux) qui ne feront pas reculer d'un pouce le patronat et le pouvoir, mais qui permettent de se redorer le blason au détriment des travailleurs bernés. Quand on sait ce qu'il faudrait de puissance, de cohésion pour qu'un mouvement gréviste puisse aboutir dans la période actuelle, quand on sait que c'est à sa réalisation qu'il faut travailler, à quoi sert tout ce tintamarre, toute cette poudre aux yeux.

Et l'unité syndicale ?

Tant que durera ce climat, elle sera impossible à réaliser. Tout les militants qui y ont travaillé durant cette dernière période se sont heurtés au sectarisme d'une base butée, à la volonté bien arrêtée des dirigeants et de certains militants pour qui la désunion fait partie d'une phase de la stratégie actuelle — comme il y a d'autres phases à l'unité —, et cette stratégie, on s'en doute, fait partie d'un dispositif politique mis au point en haut lieu.

D'autre part, force nous est de constater que les grandes centrales syndicales ne veulent pas de l'unité de tous les travailleurs, car elles en ont peur, elles ont la crainte d'être rapidement débordées par la force, la puissance du mouvement ouvrier. Les travailleurs ont de plus en plus conscience qu'on les berne, qu'on les utilise à des fins partisans, ce qui explique leur peu d'enthousiasme devant les propositions syndicales.

A nous de transformer leurs doutes en certitudes, à nous de leur montrer l'autre voie, la voie d'une centrale unique, débarrassées des politiciens de tout poil, d'une véritable organisation anarcho-syndicaliste luttant pour l'émancipation totale des travailleurs.

Claude CRÉTOIS

ESPERANTO

MYTHE OU REALITE !

L'ESPERANTO n'est pas une mode, et encore moins une tocade, mais plutôt une nécessité. La langue internationale se répand dans le monde entier, et si ceux qui la pratiquent ne sont pas très nombreux, ils ont au moins l'avantage d'être très bien répartis sur l'étendue de notre planète.

L'espéranto fut créé par le docteur L.L. Zamenhof en 1887. Zamenhof, vivant en Pologne, souffrait des déchirures occasionnées à son pays, par les différences ethniques et linguistiques. Zamenhof a apporté quelque chose à l'anarchisme : un outil pour permettre à tous les révolutionnaires, et aux anarchistes en particulier, de pratiquer un internationalisme conséquent.

A ses débuts, l'Espéranto était surtout utilisé par les scientifiques et l'intelligentsia du moment. Dès 1921, un groupe de travail-

leurs espérantistes tchèques fonde la SAT : Sennacieca Asocio Tutmonda (Association Mondiale Anationale). Elle fut fondée sur le thème que l'Espéranto est un instrument d'émancipation populaire, un facteur de progrès social et de culture universelle.

Ni l'acharnement féroce du nazisme, ni les répressions staliniennes de 1937, n'ont réussi à détruire ce formidable moyen d'expression et de propagande d'idées révolutionnaires, tels que l'anationalisme et la fraternité entre les peuples. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Espéranto eut d'énormes difficultés pour reprendre son essor, face à l'expansionnisme croissant des impérialismes de tout bord. Les langues des grandes puissances économiques, politiques et militaires doivent donc considérablement à la guerre, aux nationalismes, aux régimes fascistes et

colonialistes. Le chaos linguistique est le meilleur allié des marchands de machines à hacher le prolétariat mondial.

Il faut par tous les moyens démystifier l'Espéranto. Cette langue existe, et la meilleure preuve est que, à travers le monde, des centaines de milliers de gens l'utilisent. C'est à nous de faire en sorte que l'Espéranto prenne le plus d'ampleur possible, car malgré tout le réformisme qui l'entoure, c'est à l'heure actuelle la seule solution valable existante pour surmonter les murs de la honte que sont les frontières.

L'anationalisme est donc une excellente théorie, mais encore faudrait-il essayer de la mettre en pratique.

Saluton kaj Anarkion

Jean-Luc (groupe Bernéri)

Conférence de Madrid

L'appétit de liberté sera plus fort que tout !

LES conférences pan-européennes se suivent mais ne se ressemblent guère. Après Helsinki-l'espoir, en 1975, ce fut Belgrade-la morosité en 1978, et aujourd'hui, on s'achemine tout doucement vers Madrid-l'amertume.

A peine ouverte, la conférence de Madrid (1) est en effet menacée d'éclatement. D'une part, les positions des uns et des autres sont un peu plus figées que d'habitude, mais surtout, il apparaît de plus en plus clairement que l'URSS est décidée à mettre un terme définitif à un cycle de réunions qui l'installent chaque jour un peu plus dans le box des accusés. Terminé donc, l'époque des conférences où, dans l'euphorie de la coexistence pacifique, les technobureaucrates d'Est et d'Ouest se laissaient aller à promettre « la libre circulation des idées et des hommes » à leur population respective !

Aujourd'hui, l'heure est de nouveau à la guerre froide. Alors... chacun chez soi pour que les dissidents de tout poil soient de nouveau bien gardés ? Rien n'est moins sûr ! Les Etats totalitaires ont fait l'erreur de parler de liberté à leurs esclaves, ils n'ont pas fini d'être pris au mot !

Après deux mois de discussions préliminaires, la conférence de Madrid s'est ouverte officiellement le 11 novembre 1980. Il s'agit là d'une ouverture de pure forme, car il s'est avéré impossible d'arrêter un ordre du jour. Les occidentaux souhaitent que l'on commence la conférence par un bilan des accords d'Helsinki et les Soviétiques se refusent à parler d'autre chose que de désarmement. Certes, on comprend que l'URSS n'ait pas envie de voir la conférence de Madrid se transformer en un véritable procès dont elle serait le principal accusé. La violation systématique des droits de l'hom-

me (reconnaissance des frontières européennes issues de la Deuxième Guerre mondiale), et d'autre part, les accords d'Helsinki ont donné une nouvelle vigueur à la dissidence. Dans ces conditions, l'URSS aurait tout à perdre et rien à gagner en continuant à participer à des conférences comme celle de Madrid.

Elle va donc jouer l'intransigeance, en espérant que le bloc occidental prendra l'initiative de la rupture.

Le calcul n'est pas mauvais, mais il ne tient pas compte d'une chose pourtant essentielle : le point de vue des peuples.

Depuis 1975, les dissidents de l'Europe de l'Est ont arc-bouté leur lutte sur la clause désormais célèbre des accords d'Helsinki qui prévoit la libre circulation des idées et des hommes. Chaque jour qui passe voit grandir leur volonté de matérialiser cet accord international. De simples concessions diplomatiques qu'ils étaient, les accords d'Helsinki sont devenus un véritable étendard brandi dans relâche par les esclaves du capitalisme. Eux, ils ont cru à ces accords et, forts de leur bon droit (ils ont la légalité pour eux), ils ne sont pas prêts à faire marche arrière.

C'est cela finalement le véritable enjeu de la Conférence de Madrid. Pour les centaines de millions d'opprimés qui vivent dans l'obscurité du totalitarisme, les accords d'Helsinki ont acquis l'éclat de la Déclaration des Droits de l'Homme et, comme actuellement en Pologne, ils n'ont pas fini de pousser pour faire entrer les mots dans le domaine de la réalité.

La conférence de Madrid peu donc échouer, cela n'aura au fond que très peu d'importance. Il ne s'agit que de palabres entre négriers, et tout démontre aujourd'hui que les « nègres » ont décidé, eux, d'imposer les promesses d'hier.

Parallèlement à la conférence officielle, se tient d'ailleurs à Madrid une autre conférence regroupant les dissidents du monde entier. Pour eux, Madrid ne sera pas un échec, mais un début. Le début de la fin pour les pourritures fascistes, rouges et noires, qui sévissent sur la quasi totalité du globe.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Elle regroupe 33 pays européens, plus les USA et le Canada, et comme celles qui l'ont précédée, elle se propose d'aborder les problèmes liés à la sécurité et à la coopération en Europe.



me, l'invasion de l'Afghanistan... les sujets ne manquent pas pour la traîner au banc de l'infamie. Cela étant, la situation n'est pas nouvelle et le fascisme rouge a démontré dans le passé que quand son intérêt était en jeu, il savait faire le gros dos en attendant que l'orage passe. En fait, si aujourd'hui l'URSS a décidé de bloquer la conférence de Madrid, ce n'est nullement par peur et à cause des remontrances occidentales. Trois causes essentielles expliquent son attitude. Tout d'abord, l'administration de Carter assurant actuellement l'intérieur du pouvoir aux USA, Moscou ne tient pas à prendre des engagements d'importance avec les vaincus.

Quand Reagan se sera installé dans ses meubles, et quand le sénat américain se sera prononcé sur les accords Salt II, il sera toujours temps de voir venir. Ensuite, et surtout, l'URSS ne voit plus l'intérêt qu'il y aurait pour elle à poursuivre le cycle des conférences, amorcé à Helsinki. D'une part, son objectif premier a été atteint à Helsin-

Autopsie d'une grève de la faim au Centre Hospitalier Régional de Brest

(suite et fin)

RÉDIGEANT cet article dans le service cardiologique du CHR de Brest où je me trouve actuellement, en réanimation (20 kilos à rattraper) et en meilleure santé, les ennuis cardiaques et autres ayant disparus, je vais m'efforcer, suite à l'échec du combat mené pour ma réintégration, d'en tirer quelques impressions.

Les faits

La plupart de ceux et celles qui lisent le Monde Libertaire les connaissent. Pour les autres, se reporter au numéro 374 du 6 novembre. Je n'y reviendrai pas sauf pour apporter quelques précisions sur l'ambiance très aseptisée, hiérarchisée, voire militaire qui règne au CHR de Brest (25 à 30% des postes sont réservés aux anciens de l'armée ou de la police, notamment dans les services administratifs et techniques. Celui-ci occupe plus de 3 000 salariés — second employeur de la région après l'armée, l'arsenal, et avant, la CSF-Thomson et la Communauté urbaine.

Les licenciements ne se négocient pas, ils se refusent !

Licencié d'abord sans motif officiel au 1^{er} novembre — pouvoir discrétionnaire (pléonasmes) du directeur général oblige — puis à la suite des débrayages, débrayages du personnel de l'hôpital et des syndicats CFDT-CGT, parce que je n'avais pas le profil type d'un adjoint des cadres hospitaliers, je serai ensuite radié des contrôles de l'établissement le 8 octobre pour abandon de poste et perturbation dans le fonctionnement des services économiques. Pas facile d'être à la fois enchaîné et au boulot, non ?

De la difficulté de mobiliser par les temps qui désenchantent

Malgré le caractère particulier et radical de la lutte — enchaînement, grève de la faim — je ne serai soutenu directement que par 200 personnes présentes aux débrayages, à la grève de 24 heures et aux AG. Beaucoup d'autres ne pouvant, vu leur travail dans les services de soins, s'absenter en raison du manque de personnel ou de leur statut précaire (auxiliaires notamment), n'oseront pas participer aux actions proposées lors des AG. Pour toutes ces raisons et celles qui seront développées plus loin (notamment le respect de la sacro-sainte légalité), un véritable rapport de force ne pourra jamais être établi face à l'intransigeance du sieur Cossec, nouveau jeune-loup mis en place grâce à des appuis politiques, notamment celui du député RPR du coin, Bérést.

Même le rapport favorable de la Commission d'Enquête qui mettra en évidence le caractère arbitraire et autoritaire de la décision de licenciement ne réussira pas à décider les hésitants à se lancer dans l'action directe, seule arme véritable qui eût permis de dépasser la mollesse des syndicats, et forcer la direction à reculer. (« Une véritable machination », dira un délégué syndical).

L'affaire était donc bien ficelée et rien ne pourra briser l'apathie ni l'esprit conservateur de ce milieu hospitalier fonctionnant bien, grâce au cloisonnement des services administratifs, médicaux, et à l'instauration d'une politique paternaliste fortement imprégnée d'esprit religieux. Et pour couronner le tout, depuis l'arrivée au pouvoir suprême de petit Henry Cossec, la mise en place d'un climat de répression insidieuse et de pressions multiples facilitées et créusement particulièrement sélectif. En outre, les risques de compromettre leur carrière ou de se retrouver devant un conseil de discipline suffira à calmer les plus timides.

Le climat de trouille entretenu par les licenciements en septembre-octobre de 300 auxiliaires sur plus de 400 embauchés, et l'acceptation traditionnelle de ce phénomène, pèsent tout au long du conflit. Les syndicats eux-mêmes l'entreprendront implicitement et, pour le moins, seront incapables — faute de vouloir bousculer les règles traditionnelles des conflits de 24 heures — de l'attaquer de front. L'attitude prudente et molle de l'appareil syndical CFDT-CGT, au niveau local et départemental, sera illustrée par deux communiqués aux AG et par l'attente d'on ne sait trop quel revirement moral du petit généralissime local. Sans doute ne fallait-il pas trop l'indisposer fin qu'il puisse bien roupiller la nuit sans trouble digestif.

Dépassés par la radicalité de mon refus ainsi que par la mise à l'écart des politiciens, les syndicats se seront égarés pour des raisons qui motivent cette lutte en aucun cas finale : le rejet de toute hiérarchie, et la remise en cause du pouvoir, en l'espèce de Cossec et de sa bande.

Un licenciement pour délit d'opinion ou comment un anarchiste membre de la FA ne peut avoir le profil d'un adjoint des cadres hospitaliers type 1980

En effet, et c'est bien là le nœud du problème qui permet de mieux comprendre l'intransigeance et la fermeté de la décision du petit directeur général. Son raisonnement est simple : en fidèle serviteur de l'Etat, il a préféré se passer de sa décision était sans nul doute prise dans un empêcheur de commander en rond, en choisissant d'assumer les conséquences ultimes de la grève de la faim, plutôt que de risquer d'avoir des emmerdements dans l'avenir. Et tout ceci dans le plus pur respect de la légalité et donc en étant couvert réglementairement depuis le début. Ce choix, qui s'aligne très bien sur celui de nos gouvernants, traduit bien le contrôle de l'Etat sur les individus, et en priorité sur ceux qu'il emploie. A bon entendeur... Car il faut bien être sûr de la docilité de son personnel — or, ça risquait d'être difficile ici. Aux dires de l'économiste : vu le fait d'avoir critiqué, dénoncé, bafoué l'autorité, non seulement des chefs de service mais égale-

ment du directeur général devant ses cadres de direction, en refusant de m'indiquer lors des incidents de février, cela ne me sera pas pardonné en septembre. Pas plus d'ailleurs que mes prises de position antimilitaristes, notamment par l'envoi d'un texte de soutien à un in-soumis breistrois, D. Rols, ou anticléricals (lors de la venue du pape ou sur la présence rémunérée des quatre aumôniers dans l'hôpital).

L'enquête officieuse qui sera menée par la suite avec la complicité volontaire ou non de certains membres du personnel ainsi que celle des RG, leur permettra de savoir à qui ils ont réellement affaire. Un anarchiste, tout simplement, qui essaie d'avoir une attitude conforme à ses idées. Enfin, le fait d'accepter la servitude volontaire en refusant la course aux rendements pour manque de personnel et en dénonçant les conditions scandaleuses d'exploitation dans le service des consultations externes, ne pouvait que les inciter à ne pas me loupier à la sortie. D'autre part, les difficultés budgétaires à venir (voir la crise du capitalisme mondial), ne pouvaient que renforcer cette crainte de voir surgir en face d'eux une contestation plus radicale dans l'hôpital.

Bref, tout ceci pour vous dire que : malgré quatre semaines de grève de la faim qui m'amèneront à l'incident cardiaque et à la limite du coma acido-sanguin, malgré quatre semaines d'agitation, de boycottage de la cantine, de travail d'information, malgré une réelle sensibilisation à l'extérieur de l'hôpital, grâce au groupe libertaire Armand Robin et au comité de soutien qui organisa avec succès un fest-noz, malgré le soutien exprimé par la Ligue des Droits de l'Homme, par la Libre Pensée (Côtes du Nord, notamment), de nombreuses sections syndicales d'entreprise, de nombreux télégrammes et lettres de protestation au directeur du ministère de Bretagne venues de toute la France, les 1 300 signataires que recueillit la pétition, malgré les démarches entreprises par les syndicats auprès des autorités de tutelle et la réunion du Conseil d'Administration du 30 octobre — RIEN NE PEUT INFLECHIR LA DECISION AUTORITAIRE DE LA DIRECTION.

Malgré son échec sur les objectifs, il faut espérer que ce conflit ne fut pas sans intérêt et qu'il aura permis de démasquer un certain nombre de chefs, considérés comme bons, et fait révéler un certain nombre d'exploités sur le durcissement de la direction de l'hôpital, voire la fascisation de l'Etat devant les dangers sociaux qui découlaient de la pourriture du monde capitaliste en crise. Car après tout, si les morts-vivants se levaient, hein ? Mais c'est une autre histoire, une histoire de fous, paraît-il !

Jean-Luc K.

Radio-Alarme émet le dimanche matin à l'heure de la messe (95 MHz, 10 heures)

FACE au pouvoir étatique, détenteur des moyens d'information, l'individu a le choix entre fermer sa gueule ou se battre par tous les moyens, pour obtenir le droit le plus élémentaire : la liberté d'expression.

Nous, militants anarchistes de Ris-Orangis, avons décidé de nous battre sur le terrain en créant une radio libre, outil correspondant à nos finances et répondant aux buts moraux que nous nous sommes fixés.

L'investissement financier est, pour un groupe tout du moins, relativement faible : un émetteur FM de 45 watts, couvrant un rayon de 10 à 20 kilomètres, coûte 1 400 francs environ. Il faut disposer en plus d'un matériel annexe (platine, tourne-disque, micros, platine-cassette, etc.), de bonne qualité si possible. L'aspect technique des émissions n'est pas à négliger, ceci afin d'éviter que les professionnels de l'information ne discréditent les radios libres, (vous comprenez, madame Michu, les radios d'Etat disposent de techniciens confirmés et d'un matériel de pointe, ces jeunes ne sont que des bricoleurs, comment voulez-vous que leurs émissions soient bonnes !).

L'Etat ne tient pas à ce que des voix discordantes viennent troubler sa propagande, viennent saper son œuvre de désinformation quotidienne. L'Etat s'est arrogé le monopole des ondes régi par l'article L 39 des PTT. Il confie ainsi la diffusion des programmes de télé-

vision et de radio à son fidèle chien de garde qu'est l'établissement public de diffusion : TDF qui, lui, procède au broilage des émissions-pirates, et transmet les procès aux autorités judiciaires : tout se fait en bonne et due forme, dans le respect de la hiérarchie et du monopole. C'est pour cela que nous ne pouvons pas cautionner le P3 et sa charte de l'audiovisuel, on ne discute pas un droit. Nous ne voulons pas un monopole décentralisé et financé par le capitalisme. Nous ne luttons pas non plus comme le parti communiste pour que le monopole change de mains. L'ouverture du monopole ne nous convient pas, nous ne menions pas quelques mégahertz, pauvre créneau que l'on nous céderait avec condescendance quelque part entre France-Inter, France-Usine et France-qui-tue. Nous refusons le ghetto. A l'abolition du monopole des ondes, nous proposons une alternative autogestionnaire, pour qu'enfin les moyens d'expression soient à notre disposition et utilisés par nous. Pour cela, pas d'autre solution que la répartition des fréquences, la circulation horizontale et échangiste des informations, c'est-à-dire les informations captées localement, transmises de la base et par la base, afin de prévenir tout centralisme et toute manipulation.

Techniquement, cela est tout à fait possible dans la mesure où l'on se discipline pour limiter la puissance des émetteurs, afin qu'un groupe ne couvra pas la voix d'un autre, afin que prolifèrent les petites radios locales vivantes

qui sont l'affaire de tous. De ce contexte et de notre volonté d'alternative née Radio-Alarme, et si actuellement nous ne disposons pas d'un studio fixe pour émettre, c'est à cause de la répression que subissent les radios libres (cinq radios saisies en quinze jours). Nous ne sortirions de la clandestinité que par l'appui de la population... En attendant, il est dès aujourd'hui possible de nous contacter, car après cinq semaines d'émulative et malgré une propagande intensive par voie d'affiches, nous constatons que l'élaboration des émissions n'a reposé que sur les militants et les sympathisants de notre groupe, et telle n'est pas l'optique de cette radio. Nous attendons une réaction de la population locale et une participation des autres groupes ou individus, afin d'élaborer ce premier circuit d'échange horizontal d'information. Nous comptons créer un échange de cassettes entre les groupes pour être diffusés localement. Une première cassette a été faite pour la coordination OP20. Vous pouvez nous contacter, soit sur le marché de Ris, soit à la Fédération locale des Radios libres.

Seule l'instauration d'une société libertaire, construite sur les bases du fédéralisme et de l'autogestion, permettra à chacun de s'exprimer totalement.

Nous ne nous soumettrons à aucune loi, passons à l'action directe.

(Groupe de Ris-Orangis)



informations internationales



IRLANDE

Grève de la faim des prisonniers de l'IRA

Depuis le lundi 27 octobre, sept prisonniers républicains irlandais détenus au bloc « H » de Long Kesh ont commencé une grève de la faim jusqu'à la mort. Si l'un d'eux venait à mourir, il serait immédiatement remplacé par un autre prisonnier. Ils sont au moins 54 à être prêts à se lancer dans cette grève. Ils réclament des statuts politiques. Certains ont vécu dans des conditions intolérables et c'est par solidarité, et bien que ne partageant pas les idéaux nationalistes et religieux de l'IRA, nous publions l'appel écrit par les prisonniers de Long Kesh qui a pu sortir clandestinement :

« Nous, les prisonniers de guerre républicains détenus dans le bloc « H » de Long Kesh, nous réclamons comme un droit la reconnaissance politique, et que nous soient accordés les statuts de prisonniers politiques. Nous revendiquons ce droit en tant que combattants capturés lors de notre combat pour la libération nationale et l'auto-détermination. Nous refusons absolument l'étiquette de criminel dont les Anglais nous affublent, nous et notre combat, et nous signalons que la division partitionniste des six comtés est le seul fait criminel du combat actuel.

Nous fûmes arrêtés sous des lois répressives (1), interrogés et souvent torturés dans les casernes de la RUC (2), jugés par des Cours sans jury où nous fûmes condamnés à des peines d'emprisonnement très longues. Après cela, les hommes furent mis dans les blocs « H », où l'on attendait d'eux qu'ils s'inclinent devant l'administration britannique et portent leur uniforme de criminel. Des tentatives pour nous criminaliser furent entreprises pour dépolitiser la lutte nationale irlandaise.

Nous n'allons pas énumérer une fois de plus tous les sévices et toutes les dégradations que nous avons eues à subir. Tout fut fait pour briser notre résistance. Pendant les quatre dernières années, nous avons supporté leur brutalité dans des conditions déplorables, nous avons été dépouillés et volés de notre individualité; jusqu'à présent, nous avons refusé de céder. Davantage de répression ne parvient qu'à renforcer notre détermination et celle de nos camarades femmes qui subissent les mêmes épreuves à la prison de Armagh.

Pendant cette période, beaucoup d'individus, d'organisations politiques et religieuses et les médias ont condamné la manière dont nous avons été traités. Jusqu'à présent, en dépit des appels lancés pour trouver une solution à la protestation des « H-blocks », le gouvernement britannique s'est montré intrinsèque et a fait preuve d'une arrogance vindicative dans sa façon de réagir face au problème. Ils refusent de traiter la question d'une façon réaliste, c'est-à-dire différente de l'attitude qu'il a face à tout problème irlandais.

En ayant bien à l'esprit les sérieuses implications de notre démarche finale, non seulement pour nous mais pour tout notre peuple, nous espérons mettre en évidence que toutes les possibilités ont maintenant été tentées, et sans vouloir les renier, nous nous engageons maintenant dans une grève de la faim.

Nous faisons appel au peuple irlandais pour qu'il nous prête son soutien pour ces justes revendications, et nous sommes confiants que ce soutien se fera plus fort ces prochains jours.

Nous faisons appel à tous les groupes de soutien et de solidarité pour qu'ils intensifient leurs efforts, et nous attendons aussi avec confiance le soutien de nos compatriotes exilés en Amérique, en Australie, et partout dans le monde.

Nous déclarons que les statuts politiques sont notre droit et qu'une grève de la faim faite par des hommes représentant les blocs « H » n° 3, 4 et 5 débutera le lundi 27 octobre 1980. Notre farouche résistance nous a permis de supporter ces quatre années de souffrances terribles et nous permettra de supporter l'année échec de la mort, si nécessaire.

Les hommes en couverture (4) du bloc « H », camp de Long Kesh, 10 octobre 1980.

(1) Special Powers Act : lors d'exceptions mises en vigueur en Irlande du nord et qui donnent des droits extra-légaux à la police et l'armée.

(2) RUC : Royal Ulster Constabulary : police royale d'Ulster.

(3) Les principales revendications liées aux statuts politiques sont : pas d'uniforme carcéral; exemption du travail pénitentiaire; droit d'association avec les autres prisonniers politiques; droit d'organiser des cours de formation et des séances d'artisanat; droit à une visite, une lettre et un colis de nourriture par semaine; rétablissement intégral des remises de peine.

(4) Depuis quatre ans, les prisonniers républicains des blocs « H » refusent de porter l'uniforme carcéral et vivent sous des couvertures, l'administration pénitentiaire leur ayant confisqué leurs vêtements. De plus, depuis le mois de mars 78, les prisonniers font la grève de l'hygiène, refusant de se laver et de sortir pour aller aux toilettes. Enfin, l'uniforme étant exigé pour tout traitement médical, les prisonniers souffrants d'infections intestinales, de maux de tête de d'infections diverses, ne sont pas soignés.

hollande

Ici, en Hollande, il faut bien du courage. Sans doute avez-vous appris les résultats des actions de blocage de la centrale nucléaire à Dodewaard, le 18 octobre. Des dizaines de milliers de personnes s'étaient préparées à bloquer tous les environs de cette centrale et avaient formé un cordon de campement autour de celle-ci, ainsi que du village. La centrale elle-même fut transformée en une véritable forteresse; les brigades mobiles se préparèrent aux actions de masse, un capitaine se retira comme « objeteur de conscience ». Or, la faiblesse fondamentale ne fut pas la coordination qui fut inspirée par le fédéralisme et le manque total d'un comité central bien organisé. Le seul lien commun fut la non-violence principale de l'action; la faiblesse résida dans la préparation au moment des belles journées d'été. Alors, on ne pensait pas aux averse et aux baisses de température... Or, la grêle et les pluies abondantes furent plus efficaces que des canons d'eau, mais le soir, il restait encore des groupes de 2 000 personnes qui décidèrent de continuer le blocage, alors dépourvu de son efficacité. Le lendemain, lundi 19, ils partirent sans que les brigades mobiles interviennent. Mercredi 22 octobre, un comité avait bombé la centrale électrique d'Elst — celle-ci dessert la centrale de Dodewaard.

En attendant, la « bataille des Kraakers » continue. Cette fois, la police avait organisée une contre-attaque, vendredi 9 octobre, date de l'ouverture officielle du métro d'Amsterdam. Comme on le sait, en 1975, il y eut des affrontements à Nieuwmarkt à cause des démolitions de tout un quartier : les maisons promises ne sont toujours pas réapparues. Or, un groupe anonyme s'appelant « Encore des Autonomes » fit appel à des manifestations violentes ce vendredi. Ces manifestations n'auraient pas eu lieu si, le week-end auparavant, la police n'avait pas arrêté un bureau d'avocats qui avaient mis une affiche à leur fenêtre; elle s'en prenait, par la même occasion, aux avocats des Kraakers déjà en procès. Cette provocation réussit : il apparut quelques centaines de manifestants devant l'ouverture du métro et... des agents civils qui devinrent meneurs. Ce sont eux qui dirigèrent les badauds aux endroits où la brigade mobile put les arrêter, entre autres, pas mal de passants. La police proclama qu'elle avait enfin pris « toute la bande d'émoueurs ». En fait, seulement quatre personnes purent être convaincues et mises en accusation et furent illégalement retenues pendant quatre jours. Les arrêtés proclamèrent que des provocateurs leur avaient tendu des pièges et incités à les jeter.

Le samedi suivant, deux cents manifestants se rendirent aux prisons, afin de protester contre les arrestations : ils réussirent à prendre quelques provocateurs qu'ils mirent en fuite. De nouveau, des vitres cassées, et cette fois, personne n'osa rien prendre. La police n'est pas sûre de sa cause, et les conséquences auront des retentissements devant la Cour.

Quant aux Kraakers du « Grote Keyser », on attend bientôt la fin de l'affaire : une fin qu'on peut appeler victorieuse pour les Kraakers. La mairie a évité de nouvelles escalades, la propriété étant menacé par une faillite. Alors, la commune acheta la maison à un prix « raisonnable », c'est-à-dire que les spéculations ne furent pas honorées. Il n'y a, d'autre part, aucune affaire de séquestration. Maintenant, la commune d'Amsterdam est propriétaire et les Kraakers ont commencé les négociations. La commune a obtenu des locaux afin d'établir un centre social. Quelques communes dans le Grote Keyser auront la permission d'y rester comme locataires or-

dinaires. L'accord sera bientôt conclu sous forme de contrat. Le maire a des difficultés avec le ministre des Affaires intérieures, puisque, étant social-démocrate, il fut aux yeux du ministre libéral, un peu trop indulgent et dut céder à une évacuation violente. Plus d'anarchie donc dans le Grote Keyser, mais les A's encerclés s'étaient répandus dans les prisons pendant les arrestations du 8 octobre.

Ainsi finit l'automne 80 : avec un accroissement du mouvement libertaire, mais un mouvement encore fragmenté, sans cohérence. Le mouvement anti-nucléaire semble être divisé, il faut qu'il se regroupe et trouve des issues dans de nouvelles actions, mieux préparées à la violence des mauvais temps. Les Kraakers continueront. La rue reste dominée par la volonté de l'anarchie. Mais j'espère qu'ils tiendront contre le reflux causé par la « mauvaise publicité », les intimidations et les répressions menaçantes.

u.s.a.

CHICAGO RED AND BLACK — est un collectif communiste anarchiste qui s'est créé en 1980. Il fait partie de la Fédération Communiste Anarchiste d'Amérique du Nord (USA plus Canada), et publie une feuille qui porte le même nom que le groupe.

En voici un texte sur les élections américaines :

Voter, pour quoi faire ?

« Votez, votez, votez, c'est ce que la presse, les médias, les affiches veulent nous faire entrer à tout prix dans le crâne. Non pas que leur pouvoir sera sérieusement ébranlé, si beaucoup de gens ne votent pas; ce sera seulement plus difficile de donner l'illusion que leur politique emporte le soutien total des Américains. Et ils ont besoin de ce soutien pour pouvoir décréter l'austérité et préparer la guerre. Ce dont les politiciens ont besoin à présent, c'est de la confiance en leur règle du jeu. Pour qui vous voterez n'est pas vraiment le problème, aussi longtemps que vous allez aux urnes et déposez votre bulletin qui plébiscite le système.

Voilà le véritable enjeu des élections. Il importe peu que ce soit Carter, Reagan ou Anderson qui sortent vainqueurs. Un vote pour n'importe lequel d'entre eux, c'est un vote pour l'austérité et la guerre.

Ce sont les hauts fonctionnaires du Pentagone, les grands industriels, qui tiennent les rênes du pouvoir. Ce sont eux qui prennent les décisions importantes pour notre existence. Lorsque les gros bonnets de l'industrie estiment que les profits ne sont pas ce qu'ils devraient être, ils ne vont pas qu'à demander des lois aux politiciens de Washington ! Soit ils ferment et vont s'installer ailleurs (où la main-d'œuvre est moins chère), soit ils créent du chômage pour casser les salaires. Ils utilisent l'action directe pour obtenir ce qu'ils veulent. Voter, c'est un moyen pour empêcher les travailleurs d'utiliser à leur tour l'action directe.

La seule chose que tous les politiciens craignent, c'est de voir les travailleurs prendre conscience que rentrer dans leur jeu, c'est tout de suite adoucir. Le jeu est truqué.

Nous devons nous arrêter de jouer le jeu et prendre conscience qu'ensemble, nous sommes capables de transformer la société. Nous devons apprendre que tant que nous remettons notre pouvoir aux politiciens, nous resterons des sujets, le monde continuera à se détériorer à tous les niveaux. Si vous voulez vraiment changer la société, si vous voulez vraiment mettre fin à la pauvreté, à la guerre et à l'oppression, n'allez pas aux urnes ! Ne votez pas pour le système !

N'oubliez pas : Si voter pouvait changer quelque chose, ce serait illégal !

ESPAGNE

Les élections syndicales espagnoles

Commencées début octobre, les élections syndicales espagnoles, qui ont pour but de désigner les membres des comités d'entreprises, se termineront fin novembre. Les énormes moyens mis en œuvre par les différentes centrales syndicales ont transformé ces élections en véritable cirque politique, ce qui n'a rien de surprenant lorsqu'on sait que les deux centrales qui prétendent à la victoire finale, les Commissions Ouvrières et l'UGT, dépendent directement du parti communiste et du parti socialiste ouvrier espagnol.

De son côté, la CNT, comme l'a décidé son congrès de Madrid, a entrepris une campagne de boycott de ces élections au moyen d'affiches, de tracts et de réunions à travers tout le pays.

Cet appel au boycott se base sur la toute puissance attribuée aux comités d'entreprises au détriment des sections syndicales dont le rôle est pratiquement réduit à zéro. Dans la campagne qu'elle mène, la CNT dénonce la nouveauté de ces comités d'entreprises, uniques interlocuteurs reconnus par le patronat à travers la législation du travail espagnole.

A l'inverse, la CNT prétend rendre aux sections syndicales les pouvoirs que s'attribuent ces comités d'entreprises sans jamais rendre compte de leur gestion.

Elle prétend que les délégués des sections syndicales représentées dans l'entreprise peuvent négocier et discuter avec les patrons, chaque fois que des problèmes concrets mettant en jeu les intérêts des travailleurs se présentent. Un autre point défendu par la CNT est l'assemblée des travailleurs, dont ces élections sonnent le glas, et que les bureaucraties syndicales, comme les patrons, détestent en vertu de leur caractère, mais qui est, selon la CNT, une expression unitaire où doivent se débattre librement les différentes options présentées par les syndicats ou même les travailleurs indépendants. Bref, la CNT souhaite que les sections syndicales et les assemblées soient des éléments décisifs qui garantissent la participation réelle des travailleurs à la solution de leurs problèmes. « La CNT ne cherche pas ton vote mais ton action, c'est-à-dire la participation décisive dans tout ce qui te concerne », voilà, résumée en une formule, ce qu'aura été la propagande de la CNT durant ces deux mois d'élection.

Au niveau des résultats, curieusement, aussi bien à travers la presse que dans les informations radiodiffusées ou télévisées, il n'est jamais fait mention du pourcentage de participation des travailleurs à ces élections. D'autre part, une certaine confusion règne quant au nombre de délégués élus, l'intoxication à base de chiffres falsifiés étant à l'ordre du jour. Pour mieux peser sur les élections restant à effectuer, chacune des centrales en présence prétend en effet posséder la majorité des délégués élus jusqu'à présent. Rien de bien sérieux ne pouvant être tiré de cette avalanche de chiffres contradictoires, il faudra attendre les premiers jours de décembre pour voir clair. A suivre donc.

Paulino CAMPOS.

LE
NO
J'
aux
cepti
tente
Rout
et hi
quest
des p
défin
appor
trionn
l'adhé
mel)
et 19
ont, a
natio
dictat
avec
cution
de Mo
les V
l'invas
Vinc
pays
rique
popul
ces et
famille
l'élimi
le dog
me inc
rable
science
que plu
Si ap
perdu
bilan
phénom
pas dis
d'une
rempla
lution
prendre
constru
de l'hor
pour se
balisan
il ne fa
rejet ind
des élér
mène.
Il est
réponse
crovance
appel à
ter une
faudrait
phénom
des inte
de leur
sent à l
donne l
toire »
meuse
qui les
au suicid
à un gran
l'individu
paradoxal
du fascis
oublier l'
moments
des fascis
deux gue
guerre tot
l'horreur
Enfin, il
plus la sé

dép
QUA
SE BL
des F
révolte
QUA
SE BL
sent un
inculpé
QUA
SE BL
vulle m
QUA
SE BL
est hys
A par
ports de
ches tra
risoire
Durée :

« Qua
le same
Woog, 9
Particip

NOTE DE LECTURE

« LES COMPAGNONS DE ROUTE »

par David Caute

Ed. « Laffont »

J'étais très impatient en ouvrant le livre de David Caute consacré aux « Compagnons de Route » ; ma déception a été à la mesure de mon attente... En effet, les Compagnons de Route constituent un phénomène social et historique qui n'a pas fini de poser questions à tout esprit curieux. Comment des personnes dont le métier est par définition la réflexion critique, ont-ils pu apporter leur soutien actif et inconditionnel (la nature inconditionnelle de l'adhésion est déjà à elle seule une énigme) au régime soviétique, entre 1917 et 1988 ? Dans le domaine politique, ils ont accédé et souvent justifié l'élimination des différentes oppositions à la dictature léniniste, la terreur stalinienne avec son cortège de purges et d'exécutions sommaires, les grands procès de Moscou, avec les aveux spontanés et les réquisitoires du grand inquisiteur Vinchinsky, le pacte germano-russe et l'invasion de la Pologne, l'annexion des pays baltes, puis la politique hégémonique de l'URSS dans les démocraties populaires. Dans le domaine des sciences et des arts qui leur était pourtant familier, ils ont avalé sans difficulté l'élimination des artistes non-stalinien, le dogme du réalisme-socialiste, l'extrême indigence et le conformisme misérable de l'art officiel, Lyssenko et la science prolétarienne, Staline en tant que plus grand savant du monde, etc.

Si après août 68, Moscou a beaucoup perdu de ses admirateurs, bien que le bilan reste « globalement positif », le phénomène Compagnon de Route n'a pas disparu : il s'est déplacé. L'espace d'une décennie (1968-1976), Pékin a remplacé Moscou, et la grande Révolution culturelle prolétarienne est venue prendre le relais en tant que modèle de construction du socialisme. Le spectacle de l'homme abdiquant son sens critique pour se fonder dans une croyance globalisante est odieux et scandaleux. Mais il ne faut pas en rester à ce stade de rejet indigné, et il faut tenter d'apporter des éléments d'explication à ce phénomène.

Il est certes difficile de produire une réponse unique sans retomber dans la croyance ; il est donc nécessaire de faire appel à diverses instances, suite à tenter une hiérarchisation par la suite. Il faudrait chercher des explications du phénomène de côté du statut social des intellectuels, de leur isolement et de leur puissance historique qui les poussent à rallier le mouvement qui leur donne l'impression de « faire l'histoire ». Il faudrait évoquer la trop fameuse conscience de leurs privilèges qui les pousse à l'expiation, qui les pousse au suicide intellectuel dans l'adhésion à un grand mouvement de masse ; c'est l'individualisme exacerbé d'un Drieu qui, paradoxalement, le conduit dans les bras du fascisme. Il ne faudrait surtout pas oublier l'aspect historique des différents moments : le réel danger de la montée des fascismes en Europe dans l'entre-deux guerres, le non moins danger de guerre totale pendant la guerre froide, l'horreur des guerres coloniales, etc.

Enfin, il ne faudrait pas négliger non plus la séduction de la synthèse marx-

xiste : cette fameuse synthèse qui permet de répondre avec autorité (et quelque autorité !) à toutes les interrogations et chasse ainsi toute inquiétude.

Cette énumération est loin d'être limitative, d'autres facteurs explicatifs pourraient être mis à jour par une étude sérieuse. Hélas, le travail de David Caute, à aucun moment, ne nous apporte des éléments d'explication. Nous sommes en présence d'un gros pavé (plus de 450 pages) qui se contente d'une histoire événementielle, et encore, en effet, la restitution des événements est mal faite, par manque de rigueur au niveau d'une mise en ordre élémentaire dans la présentation des faits. En l'absence de tentative explicative, nous aurions pu espérer un grand sottisier où auraient été épinglés tous les célèbres « mouscouitaires », même pas, Caute nous offre simplement un parcours morne dans le paysage glacé des Compagnons de Route... D'où cette grande déception. Car après avoir persévéré jusqu'à la dernière page de ce pensum, le lecteur se retrouve frustré : il n'a rien appris de fondamental et les questions légitimes qu'il pouvait bien se poser en ouvrant ce livre, restent entières. Pire, le fait de ne pas proposer de réponses induit un sentiment diffus. Absurdes, ces intellectuels qui se complaisent dans les bras de la tyrannie au nom de la liberté ! Quelle inconséquence ! Certes, leur responsabilité est énorme, leur complicité avec les crimes du régime stalinien non moins évidente, et si on a fusillé Brasillach, on n'a jamais inquiété un stalinien français... Cependant, réduire toute l'histoire des Compagnons de Route à une série de trahisons-complicités individuelles occulte l'aspect proprement social du phénomène et, de fait, nous interdit la compréhension. De plus, ce réductionnisme fait appel, chez le lecteur, à deux réflexes fort peu sympathiques : le naturalisme et le poujadisme, les deux allant de paire et étant complémentaires : le refus de l'explication sociologique par une dilution dans la psychologie de l'individu éternel, rejoignant parfaitement la condamnation poujadiste des intellectuels perpétuels coupeurs de cheveux en quatre.

Il faudra bien un jour expliquer ce qui pousse des esprits brillants (Gide, Sartre) à devenir à un moment de leur existence des Compagnons de Route, ce que Barthes allait faire avec Sollers sur la place Tien An Men. Et quand nous en aurons fini avec les Compagnons de Route, nous pourrions passer aux intellectuels communistes. La tâche est d'envergure... et le livre de D. Caute ne nous aide en rien pour la mener à bien. C'est dire que tout le travail sur la question reste à faire. Avis aux amateurs !

Mato-tope

PS : que lit-on sous la plume de Joël Magny à propos du cinéma soviétique dans la revue « Cinéma 80 », n° 261 de septembre 1980 page 30 : *quelle que soit la valeur théorique du réalisme-socialiste, il est important de rappeler que c'est là une politique artistique dictée en un pays et en une période où le parti ouvrier a pris le pouvoir.* SIC !

« Quand le Pantalon kaki

dépasse sous la Blouse blanche...

QUAND LE PANTALON KAKI DEPASSE SOUS LA BLOUSE BLANCHE... c'est l'antichambre du Tribunal Permanent des Forces Armées où le psychiatre militaire déguise toute révolte en maladie mentale.

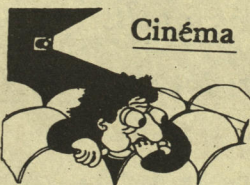
QUAND LE PANTALON KAKI DEPASSE SOUS LA BLOUSE BLANCHE... c'est un costume de malade mental qu'endossent un peu les réfractaires au service militaire ou les soldats inculpés de désertion ou de délits mineurs.

QUAND LE PANTALON KAKI DEPASSE SOUS LA BLOUSE BLANCHE... c'est le diagnostic systématique d'une nouvelle maladie : la maladie d'opposition.

QUAND LE PANTALON KAKI DEPASSE SOUS LA BLOUSE BLANCHE... quand le refus est paranoïa, quand la révolte est hystérie, quand l'insupportable est normalité.

A partir d'expertises psychiatriques authentiques et de rapports de séances du TPFPA, nous avons bâti une suite de sketches tragi-comiques qui mettent en scène l'arbitraire et le dérisoire de cette psychiatrie et de son utilisation. Durée : 45 minutes.

« La Grande Muette, c'est l'Armée » et « Quand le Pantalon kaki dépasse sous la Blouse blanche le samedi 22 novembre 1980, MJC Langevin, Place Jacques Woog, 93 200 Saint-Denis. Participation aux frais : 10 F (militaires : 20 F).



Cinéma

« Extérieur-Nuit »

de Jacques Bral

Dans *Extérieur-Nuit*, le dernier film de Jacques Bral, on voit des gens à la dérive, un peu paumés dans le silence d'une époque, très proche de nous, de nos révoltes, de nos tendresses. Il y a Léo, vaguement musicien de jazz.

Il arrive un jour chez Bony qu'il avait connu en mai 68 sur les barricades. Bony flirte avec l'écriture dans son petit studio en désordre. Il y a aussi Cora qui ne se retrouve pas dans sa vie. Elle conduit un taxi dans les rues de Paris, sous les néons du soir. Parfois, elle pique le portefeuille de ses clients. Elle rencontre Léo, et fait l'amour avec lui. Ils traînent dans les caves pour voler du vin aux bourgeois, ils se disputent mais s'aiment vraiment.

C'est une histoire du quotidien, et on se dit qu'il nous faudra beaucoup de soleil pour changer la couleur de la nuit. Arthur PELUCRE

THÉÂTRE

« FAUT PAS PAYER »

Un appartement ouvrier, en forme de cube, qui s'ouvre en début de spectacle : c'est le décor de *Faut pas payer*. Mais les acteurs jouent dans toute la salle, entre une armoire et un lit, à droite et à gauche, directement au milieu des spectateurs, dans un tourbillon de lumière, de musique et de cabriolets.

L'auteur, Dario Fo, nous amène au cœur d'une société italienne dont la description, malgré les apparences, n'a rien d'une caricature. Renouant avec le théâtre traditionnel italien, sa pièce est une suite de pantomines et de clowneries qui souvent deviennent tragiques tant la peinture des injustices sociales y est réelle.

Les acteurs, remarquables, font vivre le texte d'une façon chaude et émouvante, malgré le comique qui imprègne la pièce.

Des ouvriers prennent d'assaut un supermarché, s'emparent des produits sans payer. Toute l'intrigue est bâtie à partir de cette action dénonçant le rôle répressif de la police et de l'Etat, les salaires de misère, les conditions de vie dégradantes, le travail abrutissant, les magouilles des partis. Bref, une critique virulente de notre société.

Telles sont les idées-force de la pièce dont je ne donne ici qu'un pâle reflet.

Le théâtre militant nous offre là un spectacle d'une qualité certaine. Allez voir cette pièce qui se joue au théâtre de Boulogne-Billancourt jusqu'au 30 novembre. Ça en vaut vraiment la peine !

FERNAND (groupe de Montreuil-Rosny)

L'album-souvenir de Buenaventura Durruti (1896-1936)

Bande dessinée extraite du livre « Les Orgasmes de l'Histoire » de Frémion et Volny

Textes : Yves Frémion
Illustrations : G. Kénia et Volny

29 24-7-1936 : La faim nous pousse à Barcelone. Durruti est blessé en voulant faire saire un mal de multiculture. Arrive en fin - Il avait 35 ans



30 24-7-1936 : Fondation de la Colonne Durruti. Part pour le front d'Argon. 3000 au départ, 8000 après

31 La vengeance populaire est très dure. Durruti a du mal à saigner. Le pillage de biens culturels. Quelqu'un, il nous quelques très sympathiques.



32 Impassable mais juste, impitoyable avec la faim de ses hommes. Les la ravais qu'ils leur font pour aller boire un coup. Il le savoir chez eux

ENCRE éditeur

à suivre

EUGÈNE HUMBERT

« La vie et l'Oeuvre d'un Néo-malthusien »*

par Jeanne Humbert

Ce livre écrit en 1945 par Jeanne Humbert, la compagne dévouée d'Eugène Humbert, retrace avec minutie l'existence et le combat mené par l'un des pionniers du néomalthusianisme France.

Eugène Humbert a voué toute son énergie et ses économies à une cause profondément humaniste : le bonheur et le bien-être de tous les hommes. Pour parvenir à ce bonheur, il faut libérer l'humanité des maux qui l'accablent et qui la rapprochent toujours un peu plus de sa perte. Un de ces fléaux, parmi tant d'autres, est le risque de surpeuplement encouru par la planète. Ce danger avait déjà été signalé par le pasteur anglais Malthus, fin du 18^e siècle (1). Ce dernier avait déduit de ses recherches que si la population croissait dans un ordre arithmétique (1, 2, 3, 4...), les ressources naturelles de la terre n'augmentaient que de façon géométrique (2, 4, 8, 16, 32, 64...). D'où la constatation qu'au bout d'un certain nombre d'années, la terre ne serait plus en mesure de fournir la nourriture nécessaire à ses habitants devenus infiniment trop nombreux.

Malthus, dans le but d'enrayer le mal, préconisait le « moral restraint », c'est-à-dire l'abstinence de tout rapport sexuel après avoir eu les enfants désirés, le célibat, le mariage tardif.

Pour les néomalthusiens, nullement question de continence. Ils se battent

pour le droit à l'amour et au plaisir en dissociant l'acte sexuel de l'acte procréateur. Et si reproduction il y a, il faut avant tout que ce soit une « reproduction consciente ». N'oublions pas qu'il est dans l'intérêt des gouvernements de stimuler la natalité, car ils auront besoin de la foule des exploités, des encasernés et des futures chairs à mitraille pour maintenir leur autorité.

Eugène Humbert a lutté pour l'avènement d'une société de justice et d'égalité réelles. Collaborateur à « Régénération » avec Paul Robin, il a fondé en 1908 sa propre revue « Génération consciente » dont l'essor a été brisé par la Première Guerre mondiale. Puis, en 1931, « La grande Réforme » qui connut le même sort que la précédente.

Et finalement, ce fut lui-même qui devait mourir de la guerre en juin 1944, dans des circonstances particulièrement tragiques, à l'hôpital d'Amiens, quartier des détenus. Il avait 73 ans et finissait de purger une peine de prison de deux ans pour « propagande anticonceptionnelle et provocation à l'avortement ».

Un livre qui attise les révoltes et qui est en même temps une belle preuve d'amour et de respect de la vie.

Martine

(1) 1978 : essai sur le Principe de Population (Malthus). * Editions La Grande Réforme - Paris, 1974.

LIVRES EN VENTE A PUBLICO

Journal intime*, par Sophie Tolstoj	80 F
Un Bol de Nids d'Hirondelles ne fait pas le Printemps, de Pékin	72 F
Chinois, si vous saviez, par Li Yizhe	40 F
Le Jardin du Repos, par Pa Kin	45 F
Mars, l'Association, l'Anti-Lénine, par Claude Berger	21 F
Journal d'un Instituteur de Campagne, par Neill	14 F

Dans un régime capitaliste où l'argent est roi,
ni la presse, ni la magistrature ne sont libres :

APRÈS D'AUTRES, LE MONDE VIENT D'EN FAIRE L'EXPÉRIENCE!

C'EST entendu, dans le cadre d'un régime où l'argent est roi, la liberté d'expression n'existe pas, même si dans le cadre de la législation, une marge est laissée à l'expression, marge qui sert d'alibi à la démocratie parlementaire. Mais justement, le code tient en embuscade un certain nombre d'articles peu connus,

te d'Azur ou des prébendes électorales.

Chacun connaît *Le Monde*, c'est un journal de la bourgeoisie « comme il faut », dont les sentiments chrétiens ont légèrement viré à gauche en suivant le baromètre politique qui a conduit les sacristains au parti socialiste, les chaisières à la CFDT, les curés contestataires à l'amour

garde des Sceaux. Reprenons notre sang-froid, ce n'est pas encore demain que Fauvet couchera sur la paille humide des cachots, et le journal a le moyen de s'offrir la forte amende qui permet de se poser en victime, d'augmenter le tirage et de fournir de la matière au chroniqueur qui se penche sur l'histoire de notre temps. Le problème est autre part et les quelques jours que l'actualité va consacrer à ces jeux de plume, peuvent nous permettre de parler de la presse et de la magistrature sur un autre ton !

Ni la presse, ni la magistrature ne peuvent être libres dans un système économique où tout s'achète et où tout se vend, le papier et les consciences ! Vous êtes libres de publier un journal et d'y écrire sous votre responsabilité... Vous êtes libres, si vous en avez les moyens. Et, pour publier un journal, il faut des moyens considérables, moyens que vous ne pouvez vous procurer que si vous êtes dans le giron. Quelques petits groupes de pensée qui refusent de marcher dans les clous arrivent à publier une feuille, et nous sommes de ceux-là, nous, mais avec quelles difficultés : en faisant appel à vos poches, et vous en savez quelque chose ! Pour ceux-là, en plus des menaces, des poursuites qu'ils supporteront moins facilement que *Le Monde*, il existe toutes ces difficultés, problèmes de fabrications et de distribution qui sont des cauchemars pour nos administrateurs. Nous, les petits, nous regardons avec curiosité ce combat du pouvoir contre « le gros ». Et bien sûr, si notre sympathie va à la « vertu », c'est-à-dire à cette presse bourgeoise qui ouvre parfois ses colonnes à nos protestations avec une certaine bienveillance descendante, nous savons bien qu'un journal de la grande bourgeoisie libérale, tel *Le Monde*, ne laisse parler son cœur que lorsque la société qui alimente sa trésorerie peut s'en accommoder, sinon...

Pour la justice, comme la pute qui se range, elle a besoin de cette considération qui essaie, sans grand succès, d'effacer la boue et le sang qui, au cours de l'histoire, ont maculé l'hermine. Et pour cela, elle n'hésite pas à faire appel au poisson qui, tel Peyrefitte, se meut dans les eaux troubles de la politique. Les robins n'aiment pas qu'on leur rappelle leur conduite méprisante dans les moments difficiles de notre histoire, mais ils détestent encore plus être pris la main dans le sac, à tripoter les dossiers, à embastiller des personnages que leurs révélations peuvent rendre dangereux pour le pouvoir qui les nourrit ou à couvrir la flicaille, bras séculier qui alimente leurs dossiers.

Cependant, l'Etat n'ignore pas que dans ce pays le public est sensible au traficage de la jus-

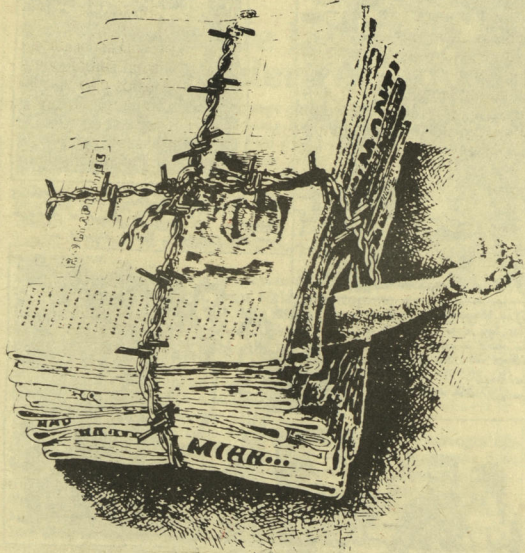
tice avec le pouvoir politique et les agressions contre la presse, « la vraie », la presse du régime, pas la petite, la nôtre, soulèvent des passions entre les différents courants de la bourgeoisie qui se disputent la direction des affaires. Les agressions contre la presse qui, par nature, refuse les limites que la majorité au pouvoir entend lui imposer, la servilité de la magistrature qui les couvre de sa robe, sont des signes évidents de décomposition du système, et ouvrent la voie des changements, non pas de nature mais de style, dans la vie publique de la société de classe; et c'est ce danger qui explique cette espèce d'unanimité dans le monde politique contre ces poursuites contre un journal dont l'influence est incontestable, et ces remous dans le corps des magistrats qui, comme nous l'avons constaté pendant l'Occupation, deviennent féroces lorsqu'il s'agit de défendre leur gamelle.

Tous ces personnages appartiennent à une classe qui leur a permis d'user leurs culottes sur les bancs de nos lycées, et ils ont appris, et surtout retenu, ces rudiments de l'histoire qui leur permettront de saisir le vent politique, et de mettre leur fauteuil « dans le sens de l'histoire ». Ils n'ignorent pas l'avenue arrivée à Louis-Philippe, le

Alors, le pouvoir s'effondra, faisant place à une République de banquiers qui, six mois après, fit massacrer ce même peuple par un général républicain, Cavaignac. Leçon de l'Histoire que la bourgeoisie n'a pas oubliée. Le peuple non plus qui en a défilé le fil en lisant Proudhon et Blanqui.

Nous avons protesté et nous protesterons contre les atteintes aux libertés de la presse et contre la servilité de l'appareil judiciaire en espérant, sans trop y compter, que les journalistes nous renverront l'ascenseur. Sans illusion, car nous savons bien qu'un régime est un tout et que sa presse, comme sa justice, ne sont rien d'autre que son reflet. Naturellement, il existe des exceptions, car la nature de l'homme résiste parfois aux jonctions du pouvoir. Mais dans le cadre du système, cette résistance est vouée à l'échec. Elle peut constituer des exemples, rarement d'ailleurs, car ce qui reste de journalistes, de magistrats ou de politiciens, s'arrangera pour faire un pieux silence sur ces exceptions qui confirment la règle !

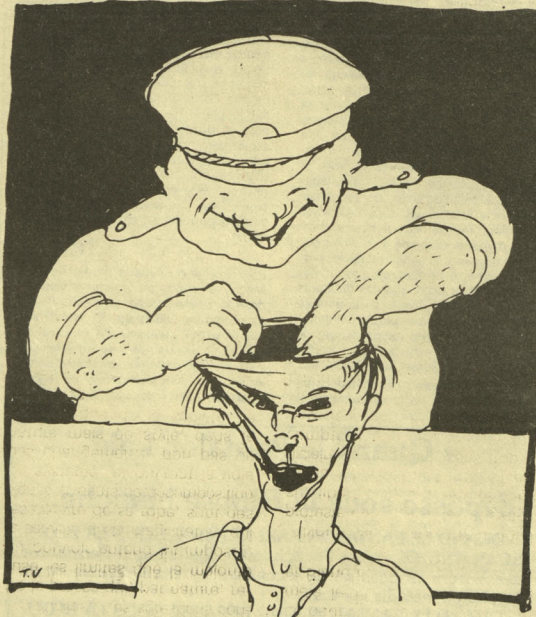
Pourtant, nous ne sommes pas indifférents aux remous qui voient s'affronter la presse, la magistrature, les politiciens et



jamais mis en lumière, et qui à l'occasion permettent au pouvoir de juguler les écarts de la presse grâce à la complicité de la magistrature aux ordres. *Le Monde* vient d'en faire l'expérience. Il n'est pas le premier, il n'est pas le seul, même si, pour des raisons multiples, il est le seul dont pareille aventure suscite un tapage entretenu par tous les « beaux esprits » de la politique et de la littérature. Un autre journal, plus modeste, qui vient de me faire l'honneur de m'admettre parmi son équipe : *Avis de Recherche* et dont l'objectif est d'informer sur l'insoumission, vient lui aussi de passer des pattes douteuses de la flicaille aux mains des déshydratés de la justice, sans que cela soulève de tempêtes apparentes dans la conscience pointilleuse de nos confrères.

Mais enfin, profitons de cette occasion que nous fournit Peyrefitte en traînant *Le Monde* et son distingué directeur monsieur Jacques Fauvet sur les bancs de la justice; tel un vulgaire rédacteur du *Monde Libéraire*, pour élargir un peu ce problème de la liberté de la presse et des garanties morales que nous fournissent les robins crottés qui meublent les Palais de Justice qui, après avoir fait la joie de nos humoristes au début du siècle, se mêlent aujourd'hui de nettoyer les écuries où les puissants du jour déposent leurs crottes, que celles-ci soient des diamants, des terrains sur la Côte-

libre et les puceaux vers un gaudichisme qui possédait la même clarté que les Evangiles. *Le Monde* est une institution. Tous les forts en thème considèrent comme un honneur d'y déposer la quintessence d'un savoir que l'humanité ne pourrait pas se permettre d'ignorer. Et c'est ce *Monde*, véritable bréviaire de la République des notables, que Peyrefitte menace de « coller au trou ». Le délit ? Une foutaise. *Le Monde* a parlé des diamants du prince, des lettres de cachets de son ministre de l'intérieur, à propos de certaines affaires en cours où il est difficile de démêler le politique du judiciaire ! Des babioles dont on parle aujourd'hui et qu'on oublie demain. On se perd en conjonctures... Pourquoi ? De tous temps, les journalistes ont essuyé leurs godasses aux robes crasseuses des chats fourrés, et même Clémentine ricanait devant les dessins, du *Rire*, de *l'Assiette au Beurre* ou de la *Feuille*. Oui, je sais bien, il suffit de voir à la télévision la tête de Peyrefitte, dont aucun président de Cour de justice qui se respecte ne voudrait accepter la déposition sous serment tant son profil s'apparente à celui de Judas, pour comprendre qu'il n'est pas porté sur la gaudriole. Mais j'y pense, les élections approchent et la rumeur publique nous apprend que Giscard aurait eu des « mots » avec Fauvet ? Attention l'ami, élection piège à cons... Pourquoi regardez-vous vers votre honorable



roi bourgeois, dont le ministre, Guizot, publia les fameuses ordonnances sur la presse. Tout commença par une série de banquets où les politiciens libéraux exhalaient leurs rancœurs. Le pouvoir fit donner la garde, et c'est alors que la masse sombre d'un prolétariat qui venait à peine de naître, sortit des faubourgs, ramassa ses morts, les emplit dans une charrette pour les promener dans les rues de la ville.

le pouvoir. Ils constituent les branches d'une société, et lorsque la pourriture les a gagnés, le tronc s'affaisse et devient plus malléable sous la hache des démolisseurs. Hardis bûcherons, crachez dans vos mâchets et prenez bien garde que le fût tombe du côté de l'anarchie, si vous ne voulez pas que vos enfants soient obligés de recommencer.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.